



Sarine Le Réseau santé s'apprête à rénover le Home médicalisé de la Sarine, après le rachat du foyer Rose d'Automne. >> 11



Philippe Savoy, l'homme des défis

Fribourg. Philippe Savoy dirige le site fribourgeois de la Haute Ecole de musique depuis début septembre. Successeur de Jean-Pierre Chollet, parti à la retraite, il détaille ses nouvelles ambitions. >> 13

RÉGIONS

9
LA LIBERTÉ
VENDREDI 27 SEPTEMBRE 2019

Fiscalité attractive, transports publics meilleur marché... Le Conseil d'Etat appuie la fusion

Un Grand Fribourg plus désirable

<< PATRICK CHUARD

Fusion >> L'engouement reste tiède pour la fusion de Fribourg et ses voisines? Qu'à cela ne tienne. L'Assemblée constitutive du Grand Fribourg a présenté hier soir quelques arguments susceptibles de faire naître un chouïa de ferveur: fiscalité raisonnable, transports publics étendus et création d'emplois. «Une offensive en trois points qui a été concertée avec le Conseil d'Etat», a précisé Carl-Alex Ridoré, préfet de la Sarine et président de l'Assemblée constitutive du Grand Fribourg.

Alors que la fourchette fiscale de la future entité était évaluée entre 70 et 78% de l'impôt cantonal en début d'année, la projection se voit affiner à la baisse: elle oscille entre 70 et 73%. «Une étude vient de montrer que les Fribourgeois sont les moins fortunés de Suisse. Le fait d'avoir des finances attractives est d'autant plus important», souligne Carl-Alex Ridoré. Le taux pourra être arrêté avec plus de certitude en 2020. «Il faut encore observer l'impact de l'entrée en vigueur de la réforme fiscale des entreprises, explique Christian Vorlet, président du groupe «finances» de l'assemblée. L'aide complémentaire de l'Etat doit être précisée et la réunion des caisses de pension du personnel communal est en cours d'examen.»

Une cadence record

Actuellement, l'impôt sur les personnes physiques varie de 62% à Matran à 81,6% à Fribourg. Une première projection ferait apparaître des recettes de l'ordre de 390 millions pour le Grand Fribourg en 2022. La troisième ville de Suisse romande pourrait alors investir quelque 75 millions par an contre une moyenne de 64 millions actuellement.

L'autre grande annonce, c'est la densification des transports publics sur le territoire des neuf communes actuelles (Avry, Belfaux, Corminbœuf, Fribourg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly, Matran et Villars-sur-Glâne). Une ligne de tramway est envi-



Hier à Belfaux, le préfet de la Sarine Carl-Alex Ridoré, sous le regard du conseiller d'Etat Didier Castella, a détaillé l'«offensive en trois points concertée avec le Gouvernement cantonal». Charly Rappo

sagée entre Fribourg et Marly, de nouveaux bus, et quatre nouvelles lignes de liaisons avec le réseau ferroviaire. Une cadence horaire de 7 minutes et 30 secondes pourrait être atteinte dès 2026 et «il serait possible de rejoindre deux points du réseau en quinze minutes», précise Christian Vorlet. Le tout sans forcément passer par la gare centrale.

Les prix des billets dans la zone devraient baisser de 20% tandis que des abonnements seraient offerts aux retraités et

«Un centre fort profitera à l'ensemble du canton»

Didier Castella

publics davantage utilisés généreront plus de recettes et favoriseront une neutralité des coûts», indique Carl-Alex Ridoré. Quant à la création d'emplois, elle concerne la zone de Bertigny, dont le canton pour-

rait financer l'équipement (lire ci-dessous). Malgré ces perspectives alléchantes, la fusion est loin d'être gagnée. «La résistance au changement est une réalité politique dure et parfois ingrate», a rappelé le conseiller d'Etat Didier Castella aux délégués présents. Les autorités cantonales ont l'intention de l'appuyer, car l'enjeu dépasse le périmètre des neuf communes: «Un centre fort profitera à l'ensemble du canton», rappelle l'éléu chargé des Institutions. Une demande de crédit pour une aide exceptionnelle sera soumise au Grand Conseil en fin d'année.

En attendant, Didier Castella lance un appel solennel aux

autorités de chaque commune pour qu'elles se mobilisent: «Si certains exécutifs ne voulaient pas de ce projet de fusion, c'est leur droit, je n'entends pas empiéter sur leur autonomie. Je crois néanmoins qu'ils ne peuvent pas jouer un double jeu et couler le projet de l'intérieur.» Et d'ajouter que «les citoyens ne comprendraient pas que leurs représentants restent frileusement muets alors que l'avenir de leur commune, et de tout le canton, se joue sous leurs yeux».

Appel aux autorités

Certes, la population s'exprimera lors d'un vote consultatif en mars 2020, mais cela ne dispense pas les politiques de «jouer leur rôle de leader», prévient Didier Castella. >>

certains exécutifs ne voulaient pas de ce projet de fusion, c'est leur droit, je n'entends pas empiéter sur leur autonomie. Je crois néanmoins qu'ils ne peuvent pas jouer un double jeu et couler le projet de l'intérieur.» Et d'ajouter que «les citoyens ne comprendraient pas que leurs représentants restent frileusement muets alors que l'avenir de leur commune, et de tout le canton, se joue sous leurs yeux».

Certes, la population s'exprimera lors d'un vote consultatif en mars 2020, mais cela ne dispense pas les politiques de «jouer leur rôle de leader», prévient Didier Castella. >>

COMMENTAIRE

Coup de vent sur les braises

Mieux vaut tard que jamais. Après avoir passablement louvoyé sur le dossier de la fusion du Grand Fribourg, le Conseil d'Etat fait soudain feu de tout bois en affirmant haut et fort un message clair. Oui, clame-t-il, ce regroupement des communes du centre cantonal est important. Il permettra à l'entier du canton de rayonner au-delà des frontières et fournira des armes utiles pour affronter les défis à venir du Grand Fribourg que sont la mobilité et la mise en place d'infrastructures nécessaires au bien-être de la population.

Mieux, joignant le geste à la parole, le gouvernement propose du concret. Il va demander au Grand Conseil une aide exceptionnelle, de façon notamment à pouvoir, dans le cadre de la fusion, améliorer les transports publics. Et de relancer l'idée d'une ligne de tram entre Fribourg et Marly, un vieux fantasme politique que ce retour de flamme gouvernemental pourrait cette fois assouvir. Voilà un projet, à l'utilité incontestable, qui fait envie: un tramway nommé désir.

Enfin, le dernier signal émanant de l'Assemblée constitutive du Grand Fribourg ressemble à un coup de vent sur des braises. En articulant un taux d'impôt oscillant entre 70 et 73%, celle-ci pare la future mariée d'une robe bien élégante. De quoi donner peut-être un nouveau souffle à la fusion et enflammer le cœur des citoyens, y compris ceux des communes réticentes.

FRANÇOIS MAURON

PUBLICITÉ

Votez Liste 5
Elections fédérales du 20 octobre 2019

Roland Mesot
au Conseil national

facebook.com/deputermesot UDC SVP

VINGT MILLIONS POUR LA ZONE DE BERTIGNY

Fribourg est le leader romand de la pendularité. Près d'un quart de ses résidents actifs se rendent dans un autre canton pour travailler, notait une étude en 2013. L'une des ambitions de la fusion du Grand Fribourg est de créer de l'emploi. «Il est capital que cette fusion amène aussi des postes de travail et ne serve pas qu'à fabriquer des logements», souligne Christian Volet, président du groupe de travail «finances» de l'assemblée constitutive. Pour y parvenir, celle-ci a demandé à l'Etat de financer l'équipement de la zone de Bertigny-Ouest, située à Villars-sur-Glâne. Une opération à quelque vingt millions francs pour une dizaine d'hectares de la parcelle concernée.

Le plan directeur cantonal adopté l'an dernier prévoit que cette parcelle puisse également accueillir de l'habitat, au grand dam des autorités de Villars-sur-Glâne, lesquelles ont demandé une étude afin de prouver l'attractivité économique de la zone. «Il n'a jamais été question de faire du pur habitat dans cette zone mais des constructions mixtes», tempère le conseiller d'Etat Didier Castella. L'intention affichée par l'Assemblée constitutive du Grand Fribourg d'équiper la zone pour y créer de l'emploi est de nature à rassurer les délégués villarois. «Cela va tout à fait dans le sens que nous souhaitons», considère Frédéric Clément (ps), vice-président du Conseil général. PC

PUBLICITÉ

POUR L'ÉGALITÉ
DEPUIS 1904*

* Inscription du suffrage féminin dans le programme du Parti socialiste suisse

PS

Des infos et pas d'intox LA LIBERTÉ